

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Alain Landry, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Saint-Joseph-de-Beauce pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 3 mai 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122600
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce, 3 mai 2021

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	6 564 250	6 623 666	6 290 275
Compensations tenant lieu de taxes	2	396 000	412 164	387 708
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 067 700	1 936 638	3 934 082
Services rendus	5	2 181 000	2 365 700	2 274 672
Imposition de droits	6	134 950	682 054	149 914
Amendes et pénalités	7	22 300	35 222	38 172
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	25 800	33 202	63 708
Autres revenus	10		994 681	671 706
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	15 392 000	13 083 327	13 810 237
Charges				
Administration générale	14	1 267 600	1 331 292	1 267 569
Sécurité publique	15	978 100	989 457	1 015 455
Transport	16	1 645 400	2 400 451	2 103 407
Hygiène du milieu	17	2 498 000	3 877 739	3 301 380
Santé et bien-être	18	53 000	39 979	49 549
Aménagement, urbanisme et développement	19	202 800	450 928	380 066
Loisirs et culture	20	1 483 700	1 831 658	3 997 451
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	528 600	509 245	450 411
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 657 200	11 430 749	12 565 288
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 734 800	1 652 578	1 244 949
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		39 519 731	38 274 782
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		39 519 731	38 274 782
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		41 172 309	39 519 731

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	942 747	207 491
Débiteurs (note 5)	2	11 845 284	12 063 440
Prêts (note 6)	3	50 232	50 232
Placements de portefeuille (note 7)	4	59 616	70 654
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 897 879	12 391 817
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	850 000	800 001
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	663 341	1 953 152
Revenus reportés (note 12)	12	419 300	942 759
Dette à long terme (note 13)	13	20 096 105	18 494 645
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	44 650	29 911
Autres passifs (note 14)	15	19 641	25 000
	16	22 093 037	22 245 468
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(9 195 158)	(9 853 651)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	49 162 226	47 981 532
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	958 776	1 188 322
Stocks de fournitures	20	128 111	140 599
Autres actifs non financiers (note 18)	21	118 354	62 929
	22	50 367 467	49 373 382
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	41 172 309	39 519 731

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 734 800	1 652 578	1 244 949
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	10 055 000 )(	3 132 440 )(	4 711 855)
Produit de cession	3		110 552	
Amortissement	4		1 951 746	1 872 897
(Gain) perte sur cession	5		(110 552)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			1 362 860
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(10 055 000)	(1 180 694)	(1 476 098)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		229 546	62 933
Variation des stocks de fournitures	10		12 488	(23 608)
Variation des autres actifs non financiers	11		(55 425)	(7 610)
	12		186 609	31 715
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(3 320 200)	658 493	(199 434)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(9 853 651)	(9 654 217)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(9 853 651)	(9 654 217)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(9 195 158)	(9 853 651)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 652 578	1 244 949
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	1 951 746	1 872 897
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3	(110 552)	1 362 860
▪	4		
	5	3 493 772	4 480 706
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	218 156	(1 665 361)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(591 748)	(854 043)
Revenus reportés	9	(523 459)	102 941
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	14 739	13 931
Propriétés destinées à la revente	11	229 546	62 933
Stocks de fournitures	12	12 488	(23 608)
Autres actifs non financiers	13	(55 425)	(7 611)
	14	2 798 069	2 109 888
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	3 835 862)	(3 980 188)
Produit de cession	16	110 552	
	17	(3 725 310)	(3 980 188)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	13 129)	(13 129)
Remboursement ou cession	19	24 167	29 312
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ()	()
Cession	21		
	22	11 038	16 183
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 568 400	7 348 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 012 200)	(764 499)
Variation nette des emprunts temporaires	25	49 999	(4 899 999)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	45 260	(91 537)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	1 651 459	1 591 965
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	735 256	(262 152)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	207 491	469 643
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	207 491	469 643
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	942 747	207 491

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les «normes comptables»).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir de services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 10 %

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au poste Passif au titre des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus*Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value, s'il y a lieu, dans le cas d'un actif. Pour l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Le solde résiduel du coût des services passés, le cas échéant, peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	486 679	207 491
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	456 068	
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	942 747	207 491
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	176 993	208 570
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	9 292 031	9 019 872
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 549 035	1 933 730
Organismes municipaux	15	788 291	597 510
Autres			
▪ Créances et redevances	16	38 934	303 758
▪	17		
	18	11 845 284	12 063 440
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	7 379 843	6 866 844
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	7 379 843	6 866 844
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	18 412	9 518

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,05 % à 3,47 % (2,46 % à 3,47 % au 31 décembre 2019) et viennent à échéance au plus tard en 2040.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	50 232	50 232
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	50 232	50 232
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	59 616	70 654
Autres placements	31		
	32	59 616	70 654
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(44 650)	(29 911)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(44 650)	(29 911)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	133 007	118 683
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	133 007	118 683

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 9 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 %; 3,95 % en 2019) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations d'investissement de la ville.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	311 592	1 098 179
Salaires et avantages sociaux	48	106 876	113 211
Dépôts et retenues de garantie	49	150 051	608 725
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Autres courus et passifs	51	94 822	133 037
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	663 341	1 953 152

Note

Les fournisseurs inclus un montant de 0 \$, (253 324 \$ au 31 décembre 2019) relatif à des acquisitions d'immobilisations. Les dépôts et retenues de garantie inclus un montant de 28 246 \$ (478 343 \$ au 31 décembre 2019) relatif à des acquisitions d'immobilisations.

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	13 701	9 023
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	255 406	789 334
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Autres	67	19 317	19 317
▪ Subventions perçues d'avance	68	130 876	125 085
▪	69		
▪	70		
	71	419 300	942 759

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,71	2,74	2021	2025	72	20 220 900	18 664 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	20 220 900	18 664 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(124 795)	(170 055)
					82	20 096 105	18 494 645

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		2 955 000			2 955 000
2022	84		2 372 200			2 372 200
2023	85		3 884 500			3 884 500
2024	86		8 452 900			8 452 900
2025	87		2 556 300			2 556 300
2026 et plus	88					
	89		20 220 900			20 220 900
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		20 220 900			20 220 900

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93	19 641	25 000
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	19 641	25 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(9 195 158)	(9 853 651)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(9 195 158)	(9 853 651)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	19 631 378	85 497		19 716 875
Eaux usées	104	11 759 175	156 286		11 915 461
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	21 215 203	1 369 945		22 585 148
Autres					
▪	106	1 655 692	41 339		1 697 031
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	13 897 652	435 821	(36 332)	14 369 805
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111				
Ameublement et équipement de bureau	112	582 680	44 720		627 400
Machinerie, outillage et équipement divers	113	4 104 218	473 683	374 104	4 203 797
Terrains	114	360 541	66 366		426 907
Autres	115	21 584			21 584
	116	73 228 123	2 673 657	337 772	75 564 008
Immobilisations en cours	117	835 809	458 783	36 332	1 258 260
	118	74 063 932	3 132 440	374 104	76 822 268
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	5 548 481	493 838		6 042 319
Eaux usées	120	3 649 213	297 691		3 946 904
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	7 434 908	532 058		7 966 966
Autres					
▪	122	646 238	72 085		718 323
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	4 636 077	359 935		4 996 012
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127				
Ameublement et équipement de bureau	128	514 155	25 448		539 603
Machinerie, outillage et équipement divers	129	3 633 906	168 533	374 104	3 428 335
Autres	130	19 422	2 158		21 580
	131	26 082 400	1 951 746	374 104	27 660 042
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	47 981 532			49 162 226
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	958 776	1 188 322
	139	958 776	1 188 322
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	958 776	1 188 322

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	118 354	62 929
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	118 354	62 929

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu d'un contrat de vidange de fosses septiques échéant en 2021, à verser une somme de 82,50 \$ à 113,15 \$ par fosse vidangée. Le paiement minimum établi par la direction est en fonction d'un nombre estimatif de fosses à vidanger et représente 503 429 \$.

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats d'enlèvement et de transport de matières résiduelles, de tonte de pelouses et autres échéant jusqu'en 2022, à verser un montant total de 244 917 \$.

La Ville s'est engagée dans le cadre d'un contrat de construction d'un centre multifonctionnel pour un montant de 9 809 985 \$, payable selon l'avancement des travaux.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de la Ville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2030, prévoyant la perception de loyers totalisant 490 079 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

à 125 258 \$ en 2021, 123 541 \$ en 2022, 124 656 \$ en 2023, 26 830 \$ en 2024 et à 15 814 \$ en 2025.

La ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur un emprunt à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 779 135 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 189 553 \$ en 2021, 180 869 \$ en 2022, 163 576 \$ en 2023, 146 703 \$ en 2024 et 138 574 \$ en 2025.

Dans le cadre de programmes de subventions sur les infrastructures, la Ville, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont signé divers protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser une somme de 10 205 443 \$ pour les travaux. La Ville doit également investir 4 303 581 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté Robert-Cliche. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 0 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 452 199 \$ (368 740 \$ en 2019). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 32 879\$ (65 489 \$ en 2019).

27. Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 385 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2020, un montant de 19 641 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés. La ville utilise principalement la méthode de la valeur actualisée nette pour estimer le montant du passif. Comme les coûts seront déboursés en 2021, aucune actualisation n'a été effectuée.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	6 564 250	6 623 666		6 623 666	6 290 275
Compensations tenant lieu de taxes	2	396 000	412 164		412 164	387 708
Quotes-parts	3					
Transferts	4	401 700	1 136 877		1 136 877	1 736 278
Services rendus	5	2 181 000	2 365 700		2 365 700	2 274 672
Imposition de droits	6	134 950	187 983		187 983	149 914
Amendes et pénalités	7	22 300	35 222		35 222	38 172
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	25 800	33 202		33 202	63 708
Autres revenus	10		858 021		858 021	662 873
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	9 726 000	11 652 835		11 652 835	11 603 600
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	5 666 000	799 761		799 761	2 197 804
Imposition de droits	16		494 071		494 071	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		75 360		75 360	
Autres	18		61 300		61 300	8 833
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	5 666 000	1 430 492		1 430 492	2 206 637
	21	15 392 000	13 083 327		13 083 327	13 810 237
Charges						
Administration générale	22	1 267 600	1 262 451	68 841	1 331 292	1 267 569
Sécurité publique	23	978 100	940 256	49 201	989 457	1 015 455
Transport	24	1 645 400	1 777 642	622 809	2 400 451	2 103 407
Hygiène du milieu	25	2 498 000	3 038 420	839 319	3 877 739	3 301 380
Santé et bien-être	26	53 000	39 979		39 979	49 549
Aménagement, urbanisme et développement	27	202 800	440 821	10 107	450 928	380 066
Loisirs et culture	28	1 483 700	1 470 189	361 469	1 831 658	3 997 451
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	528 600	509 245		509 245	450 411
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		1 951 746	(1 951 746)		
	33	8 657 200	11 430 749		11 430 749	12 565 288
Excédent (déficit) de l'exercice	34	6 734 800	1 652 578		1 652 578	1 244 949

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 734 800	1 652 578	1 244 949
Moins : revenus d'investissement	2 (	5 666 000)	(1 430 492)	(2 206 637)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 068 800	222 086	(961 688)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 951 746	1 872 897
Produit de cession	5		110 552	
(Gain) perte sur cession	6		(110 552)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			1 362 860
	8		1 951 746	3 235 757
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		229 546	126 616
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		229 546	126 616
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		15 343	4 907
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		8 825	24 405
	15		24 168	29 312
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	711 100)	(739 264)	(560 098)
	18	(711 100)	(739 264)	(560 098)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	125 000)	(284 060)	(597 578)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		249 553	150 213
Excédent de fonctionnement affecté	21	(5 525)	423 286	20 961
Réserves financières et fonds réservés	22	(227 175)	(184 406)	(270 306)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(353)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(357 700)	204 373	(697 063)
	26	(1 068 800)	1 670 569	2 134 524
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 892 655	1 172 836

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 430 492	2 206 637
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	68 714)	(18 199)
Sécurité publique	3 (	172 620)	(195 255)
Transport	4 (	2 022 438)	(3 818 623)
Hygiène du milieu	5 (	353 052)	(516 283)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()	()
Loisirs et culture	8 (	515 616)	(163 495)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	3 132 440)	(4 711 855)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	)	( 63 683)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 (	13 129)	(13 129)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 782 465	4 933 774
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	284 060	597 578
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	107 655	200 681
Excédent de fonctionnement affecté	16	110 480	163 681
Réserves financières et fonds réservés	17	137 673	107 648
	18	639 868	1 069 588
	19	(723 236)	1 214 695
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	707 256	3 421 332

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	2 639 500	2 462 928	2 398 045
Charges sociales	2	521 850	476 303	454 960
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	4 151 250	5 269 857	6 666 402
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	525 100	313 470	299 185
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		191 063	147 702
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	3 500	4 712	3 524
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	471 400	464 865	585 159
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	284 000	242 159	80 168
Amortissement des immobilisations	17		1 951 746	1 872 897
Autres				
Autres	18	60 600	53 646	57 246
	19			
	20			
	21	8 657 200	11 430 749	12 565 288

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 259 765	1 222 792
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 262 781	1 222 712
Réserves financières et fonds réservés	3	426 116	376 329
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(166 146)	(794 986)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	37 389 793	37 492 884
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	41 172 309	39 519 731
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 259 765	1 222 792
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 259 765	1 222 792
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Divers éléments	12	1 262 781	1 222 712
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 262 781	1 222 712
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 262 781	1 222 712

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Eau potable	27 50 297	31
▪ Piste cyclable	28 210 591	132 539
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	260 888
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		132 570
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 38 626	104 036
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 126 602	139 723
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	165 228
	48	243 759
	48	426 116
		376 329

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

51 () ()

Autres

52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

55 () ()

Assainissement des sites contaminés

56 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert

57 () ()

Autres

▪

58 () ()

▪

59 () ()

60 () ()

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux

61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme

62 () ()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

63 () ()

Utilisation du fonds de roulement

64 () ()

Mesure relative aux frais reportés

65 () ()

Autres

▪

66 () ()

▪

67 () ()

68 () ()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme

70 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

71 () ()

Autres

▪

72 () ()

▪

73 () ()

74 () ()

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

75

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

76

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de

portefeuille à titre d'investissement liés au FLI

77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement

liés à des emprunts de fonctionnement

78

Autres

▪

79

80

81 () ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 295 514	484 785
Investissements à financer	83 (461 660)	(1 279 771)
	84 (166 146)	(794 986)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 49 162 226	47 981 532
Propriétés destinées à la revente	86 958 776	1 188 322
Prêts	87 50 232	50 232
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 59 616	70 654
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 50 230 850	49 290 740
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 50 230 850	49 290 740
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (20 096 105)	(18 494 645)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (124 795)	(170 055)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 7 379 843	6 866 844
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (12 841 057)	(11 797 856)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (12 841 057)	(11 797 856)
	101 37 389 793	37 492 884

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

À compter du 1er janvier 2018, la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce parraine un régime de retraite à prestations déterminées, le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce. Le régime de retraite à prestations déterminées est offert à l'ensemble des salariés cadres, cols bleus et cols blancs et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'année de service et sur le salaire gagné à chaque année par les cadres, les cols bleus et les cols blancs. La dernière évaluation actuarielle complète remonte au 31 décembre 2017.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (29 911)	(15 980)
Charge de l'exercice	4 (133 007)	(118 683)
Cotisations versées par l'employeur	5 118 268	104 752
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (44 650)	(29 911)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 639 336	428 403
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (657 502)	(417 441)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (18 166)	10 962
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (26 484)	(40 873)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (44 650)	(29 911)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (44 650)	(29 911)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 639 336	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (657 502)	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (18 166)	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 253 431	224 469
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 253 431	224 469
Cotisations salariales des employés	21 (118 268)	(104 752)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 135 163	119 717
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (2 037)	(1 086)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 133 126	118 631
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 24 176	14 679
Rendement espéré des actifs	33 (24 295)	(14 627)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (119)	52
Charge de l'exercice	35 133 007	118 683
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 44 778	34 223
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (24 295)	(14 627)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 20 483	19 596
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (32 835)	
Prestations versées au cours de l'exercice	40 30 676	14 782
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 86 486	54 493
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 21	21
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,50 %	4,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,75 %	4,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118		
Description du régime			
S. O.			
		2020	2019
Cotisations des élus au RREM			
	119		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	3 781 804	3 640 365
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	905 382	749 219
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	154 722	139 669
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8	125 263	123 457
	9	4 967 171	4 652 710
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	770 174	761 816
Égout	11	325 563	318 974
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	446 310	440 614
Autres			
▪ Fosse septiques	14	54 115	50 137
▪ Autres	15	38 959	42 745
▪	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	21 374	23 279
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	1 656 495	1 637 565
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	1 656 495	1 637 565
	27	6 623 666	6 290 275

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	168 867	158 724
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32	168 867	158 724
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	32 160	30 266
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	207 561	195 357
	36	239 721	225 623
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	408 588	384 347
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	3 576	3 361
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	3 576	3 361
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	412 164	387 708

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	5 000	1 164
Sécurité publique			
Police	54		46 729
Sécurité incendie	55	39 286	
Sécurité civile	56	90 983	37 626
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	22 886	22 021
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	158 768	125 895
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	41 237	61 098
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	250 894	1 244 968
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		5 000
Autres	89	70 832	23 257
Réseau d'électricité	90		
	91	679 886	1 567 758

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94	50 065	181 407
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	698 483	397 599
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	3 700	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	50 000	105 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	(8 344)	712 571
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	(6 243)	755 765
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125	5 608	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		31 440
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	6 492	14 022
Réseau d'électricité	129		
	130	799 761	2 197 804

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132	150 033	168 520
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
Dotations spéciales de fonctionnement	138	40 947	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
Autres	140	266 011	
	141	456 991	168 520
TOTAL DES TRANSFERTS	142	1 936 638	3 934 082

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	143		
Évaluation	144		
Autres	145	480	1 232
	146	480	1 232
Sécurité publique			
Police	147		
Sécurité incendie	148	85 007	96 447
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151	85 007	96 447
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152	48 238	12 130
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157	48 238	12 130
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160	587 115	307 481
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169	1 078 571	1 052 040
	170	1 665 686	1 359 521

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179	79 806	51 415
Activités culturelles			
Bibliothèques	180	7 263	6 255
Autres	181	43 842	43 820
	182	130 911	101 490
Réseau d'électricité			
	183		
	184	1 930 322	1 570 820

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	25 974	28 094
	188	25 974	28 094
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie	190		
Sécurité civile	191	4 680	
Autres	192		6 154
	193	4 680	6 154
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	194		
Enlèvement de la neige	195	22 742	29 616
Autres	196		1 483
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	197		
Transport adapté	198		
Transport scolaire	199		
Autres	200		
Autres	201	18 323	27 108
	202	41 065	58 207
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203		
Réseau de distribution de l'eau potable	204	4 000	
Traitement des eaux usées	205		
Réseaux d'égout	206	7 741	12 582
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	207		
Matières recyclables	208	576	814
Autres	209		220
Cours d'eau	210		
Protection de l'environnement	211		
Autres	212		
	213	12 317	13 616

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	214		
Sécurité du revenu	215		
Autres	216		
	217		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	218		
Rénovation urbaine	219		
Promotion et développement économique	220		
Autres	221	5 250	7 500
	222	5 250	7 500
Loisirs et culture			
Activités récréatives	223	230 893	487 759
Activités culturelles			
Bibliothèques	224		
Autres	225	115 199	102 522
	226	346 092	590 281
Réseau d'électricité	227		
	228	435 378	703 852
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	2 365 700	2 274 672

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	230	19 426	15 702
Droits de mutation immobilière	231	128 700	107 823
Droits sur les carrières et sablières	232	533 928	26 389
Autres	233		
	234	682 054	149 914
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	235	35 222	38 172
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	236		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	237	33 202	63 708
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	110 552	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	735 989	598 978
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240		
Contributions des promoteurs	241	75 360	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242		
Contributions des organismes municipaux	243		
Autres contributions	244		
Redevances réglementaires	245		
Autres	246	72 780	72 728
	247	994 681	671 706
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	248		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	173 854		173 854	150 519
Greffe et application de la loi	2	138 862		138 862	151 044
Gestion financière et administrative	3	611 261	68 841	680 102	632 286
Évaluation	4	106 193		106 193	87 518
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪	6	232 281		232 281	246 202
▪	7				
	8	1 262 451	68 841	1 331 292	1 267 569
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	527 888		527 888	557 793
Sécurité incendie	10	382 504	49 201	431 705	414 031
Sécurité civile	11	26 014		26 014	41 226
Autres	12	3 850		3 850	2 405
	13	940 256	49 201	989 457	1 015 455
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 166 722	599 214	1 765 936	1 428 460
Enlèvement de la neige	15	512 890	23 595	536 485	587 639
Éclairage des rues	16	22 704		22 704	21 551
Circulation et stationnement	17	61 206		61 206	51 637
Transport collectif					
Transport en commun	18	14 120		14 120	14 120
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 777 642	622 809	2 400 451	2 103 407

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Réalizations 2020			Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	252 739	252 739	201 004
Réseau de distribution de l'eau potable	24	353 147	882 978	875 633
Traitement des eaux usées	25	1 760 795	2 060 171	1 402 461
Réseaux d'égout	26	162 290	172 402	231 504
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	127 025	127 025	100 291
Élimination	28	167 516	167 516	192 956
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	113 150	113 150	180 264
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31	80 732	80 732	89 113
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	14 586	14 586	1 398
Protection de l'environnement	38			
Autres	39	6 440	6 440	26 756
	40	3 038 420	839 319	3 877 739
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	39 979	39 979	49 549
Sécurité du revenu	42			
Autres	43			
	44	39 979	39 979	49 549

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Réalizations 2020			Réalizations 2019	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	417 959	10 107	428 066	331 594
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	22 862		22 862	48 472
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	440 821	10 107	450 928	380 066
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54	373 965		373 965	521 930
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	714 844	138 309	853 153	2 845 254
Parcs régionaux	57	19 402		19 402	38 610
Expositions et foires	58				
Autres	59	63 257		63 257	117 388
	60	1 171 468	138 309	1 309 777	3 523 182
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	89 501	223 160	312 661	292 396
Bibliothèques	62	58 290		58 290	64 129
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	150 930		150 930	117 744
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	298 721	223 160	521 881	474 269
	67	1 470 189	361 469	1 831 658	3 997 451

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	459 153		459 153	403 342
Autres frais	70	45 380		45 380	43 545
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	(119)		(119)	52
Autres	72	4 831		4 831	3 472
	73	509 245		509 245	450 411
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 951 746 (	1 951 746)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	15 630	675 405
Usines de traitement de l'eau potable	2	82 854	
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	169 273	1 191 808
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 558 855	2 228 219
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	3 900	52 988
Autres infrastructures	11	236 981	52 483
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	30 714	18 199
Édifices communautaires et récréatifs	14	249 997	101 027
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	457 651	
Ameublement et équipement de bureau	18	44 719	27 400
Machinerie, outillage et équipement divers	19	17 711	80 778
Terrains	20	66 366	
Autres	21	197 789	283 548
	22	3 132 440	4 711 855

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		455 485
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		54 394
Autres infrastructures	27	1 760 298	612 734
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	15 630	219 920
Usines de traitement de l'eau potable	29	82 854	
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	169 273	1 137 414
Autres infrastructures	32	39 438	1 720 956
Autres immobilisations	33	1 064 947	510 952
	34	3 132 440	4 711 855

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	139 723	13 121	126 602
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 632 931	205 836	3 690 932
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 086 202	1 576 629	9 080 460
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	11 858 856	1 782 465	12 897 994
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 866 844	785 935	7 379 843
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	6 866 844	785 935	7 379 843
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	(61 000)	(4 063)	(56 937)
	14	6 805 844	785 935	7 322 906
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	6 805 844	785 935	7 322 906
	19	18 664 700	2 568 400	20 220 900
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	18 664 700	2 568 400	20 220 900

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	20 220 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	461 660
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	126 602
Débiteurs	9	7 379 843
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	(56 937)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	13 233 052
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	13 233 052
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	13 233 052
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	13 233 052
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	105 172	86 970
Autres	3	113 414	117 396
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	15 490	35 017
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	14 120	14 120
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	64 900	147 315
Cours d'eau	13	14 586	
Protection de l'environnement	14		
Autres	15	80 732	89 113
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	27 501	52 662
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	2 356	41 402
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	3 856	1 164
Activités culturelles	23	22 738	
Réseau d'électricité			
	24		
	25	464 865	585 159

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	86 874	48 903
Charges sociales	2	14 705	8 251
Biens et services	3	3 030 861	4 654 701
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 132 440	4 711 855

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,81	40,00	22 570,00	914 110	178 639	1 092 749
Professionnels	2						
Cols blancs	3	8,02	35,00	14 566,00	368 328	85 123	453 451
Cols bleus	4	34,83	40,00	41 856,00	1 046 273	212 230	1 258 503
Policiers	5						
Pompiers	6	2,17	40,00	4 539,00	111 591	8 383	119 974
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	55,83		83 531,00	2 440 302	484 375	2 924 677
Élus	9	7,00			109 500	6 633	116 133
	10	62,83			2 549 802	491 008	3 040 810

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		50 000			50 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	158 768	(8 344)			150 424
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		(6 243)			(6 243)
Autres	16	978 109	666 211	51 691	46 446	1 742 457
	17	1 136 877	701 624	51 691	46 446	1 936 638

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	20 194	13 031
	4	20 194	13 031
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	72 175	40 517
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	72 175	40 517
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	207 855	185 942
Enlèvement de la neige	11	885	1 882
Autres	12	1 761	2 687
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	210 501	190 511
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	98 635	103 546
Traitement des eaux usées	18	11 315	10 886
Réseaux d'égout	19	70 169	61 432
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	180 119	175 864
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	26 256	30 488
	39	26 256	30 488
Réseau d'électricité			
	40		
	41	509 245	450 411

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Gilbert	Maire	25 000	12 500		
Hélène St-Hilaire	Conseiller	8 000	4 000		
Sylvain Gilbert	Conseiller	8 000	4 000		
Michel Doyon	Conseiller	8 000	4 000		
Pierrot Lagueux	Conseiller	8 000	4 000		
Serge Vachon	Conseiller	8 000	4 000		
Vincent Gilbert	Conseiller	8 000	4 000		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 1 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
- MRC Robert-Cliche
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 _____ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?56 57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 2020-04-137

b) Date d'adoption de la résolution

59 2020-04-14

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :
- a causé sa mort 64 _____
 - Indiquer la race de chien
 - lui a infligé une blessure grave 65 _____
 - Indiquer la race de chien
- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 66 _____
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 67 _____
- Dispositions pénales*
- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39) 68 _____
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Joseph-de-Beauce | 27043 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce (ci-après « la ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) . En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122600
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce, 3 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	6 623 666
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	398 524
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	21 374
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	6 203 768

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	388 319 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	392 843 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	390 581 150

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,5883 / 100 \$
--	-----------	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 094 800
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	824 650
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	197 150
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	146 450
	9	5 263 050

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	775 400
Égout	11	327 950
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	449 450
Autres		
▪ Fosses septiques	14	54 600
▪ Autres	15	39 550
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	24 500
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 671 450
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 671 450
	27	6 934 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	161 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	161 900

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	35 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	225 000
	9	260 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	421 900

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	3 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	3 600

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	425 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	306 677 198 x	0,8700 /100 \$	2 692 773				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	18 741 668 x	0,8700 /100 \$	163 053				
Immeubles non résidentiels	4	37 173 484 x	1,4400 /100 \$	535 298				
Immeubles industriels	5	23 821 350 x	1,6900 /100 \$	402 581				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	1 249 600 x	1,7400 /100 \$	21 743				
Immeubles agricoles	8	34 487 900 x	0,8100 /100 \$	279 352				
Total	9			4 094 800	()	()		4 094 800
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10	422 151 200 x	0,1950 /100 \$	824 650				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18			824 650	()	()		824 650

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19		x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	22		x /100 \$					
Immeubles industriels	23		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Autres	25		x /100 \$					
Immeubles agricoles	26		x /100 \$					
Total	27			()	()			
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	31		x /100 \$					
Immeubles industriels	32		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33		x /100 \$					
Autres	34		x /100 \$					
Immeubles agricoles	35		x /100 \$					
Total	36			()	()			
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	380,00 \$
Égout	2	150,00 \$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	160,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Vidange fosse septique	103,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Réserve eau potable		1 - du 100 \$ d'évaluation	
Réserve piste cyclable		1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dette d'égout Cap et Gilbert	730,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Dette secteur urbain	0,0250	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dette égout	0,0500	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Centre multifonctionnel	0,0200	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 934 500
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	398 524
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	24 500
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>6 511 476</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
 À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>422 151 200</u>
----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021
 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	<u>1,5425</u> / 100 \$
----	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	648 630	483 619		33 519	218 713	361 318
De secteur	2	28 055	20 918		1 450	9 460	
Autres	3	11 155	8 317		576	3 761	6 214
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	194 672	92 877				9 120
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	882 512	605 731		35 545	231 934	376 652

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	3 173 651			4 919 450
De secteur	2	137 267			197 150
Autres	3	116 427			146 450
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	1 350 281			1 646 950
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	4 777 626			6 910 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	249 143	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-21	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	8 374 300	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	799 400	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	521 600	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	324 400	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Danielle Maheu, atteste que le rapport financier de Ville de Saint-Joseph-de-Beauce pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Joseph-de-Beauce.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Joseph-de-Beauce consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Joseph-de-Beauce détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-01 15:31:23

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	9 726 000	11 652 835	11 603 600
Investissement	2	5 666 000	1 430 492	2 206 637
	3	15 392 000	13 083 327	13 810 237
Charges				
	4	8 657 200	11 430 749	12 565 288
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	6 734 800	1 652 578	1 244 949
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 666 000)	(1 430 492)	(2 206 637)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	1 068 800	222 086	(961 688)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		1 951 746	1 872 897
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	711 100)	(739 264)	(560 098)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	125 000)	(284 060)	(597 578)
Excédent (déficit) accumulé	12	(232 700)	488 433	(99 485)
Autres éléments de conciliation	13		253 714	1 518 788
	14	(1 068 800)	1 670 569	2 134 524
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		1 892 655	1 172 836

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	942 747	207 491
Débiteurs	2	11 845 284	12 063 440
Placements de portefeuille	3	59 616	70 654
Autres	4	50 232	50 232
	5	12 897 879	12 391 817
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	20 096 105	18 494 645
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	44 650	29 911
Autres	9	1 952 282	3 720 912
	10	22 093 037	22 245 468
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(9 195 158)	(9 853 651)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	49 162 226	47 981 532
Autres	13	1 205 241	1 391 850
	14	50 367 467	49 373 382
Excédent (déficit) accumulé	15	41 172 309	39 519 731

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	2 259 765	1 222 792
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Divers éléments	17	1 262 781	1 222 712
▪	18		
▪	19		
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	1 262 781	1 222 712
Réserves financières	27	260 888	132 570
Fonds réservés	28	165 228	243 759
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	()
Financement des investissements en cours	30	(166 146)	(794 986)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	37 389 793	37 492 884
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	41 172 309	39 519 731

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	13 233 052
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	13 233 052

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	126 602	139 723
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	9 080 460	8 086 202
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	3 690 932	3 632 931
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	7 379 843	6 866 844
Autres	8	(56 937)	(61 000)
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	20 220 900	18 664 700

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	6 564 250	6 623 666	6 290 275
Compensations tenant lieu de taxes	12	396 000	412 164	387 708
Quotes-parts	13			
Transferts	14	401 700	1 136 877	1 736 278
Services rendus	15	2 181 000	2 365 700	2 274 672
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	157 250	223 205	188 086
Autres	17	25 800	891 223	726 581
	18	9 726 000	11 652 835	11 603 600
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	5 666 000	799 761	2 197 804
Autres	22		630 731	8 833
	23	5 666 000	1 430 492	2 206 637
	24	15 392 000	13 083 327	13 810 237

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations 2020			Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 262 451	68 841	1 331 292	1 267 569
Sécurité publique					
Police	2	527 888		527 888	557 793
Sécurité incendie	3	382 504	49 201	431 705	414 031
Autres	4	29 864		29 864	43 631
Transport					
Réseau routier	5	1 763 522	622 809	2 386 331	2 089 287
Transport collectif	6	14 120		14 120	14 120
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	2 528 971	839 319	3 368 290	2 710 602
Matières résiduelles	9	488 423		488 423	562 624
Autres	10	21 026		21 026	28 154
Santé et bien-être	11	39 979		39 979	49 549
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	417 959	10 107	428 066	331 594
Promotion et développement économique	13	22 862		22 862	48 472
Autres	14				
Loisirs et culture	15	1 470 189	361 469	1 831 658	3 997 451
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	509 245		509 245	450 411
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	9 479 003	1 951 746	11 430 749	12 565 288
Amortissement des immobilisations	20	1 951 746 (	1 951 746)		
	21	11 430 749		11 430 749	12 565 288

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 430 492	2 206 637
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	3 132 440)	(4 711 855)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	13 129)	(76 812)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 782 465	4 933 774
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	284 060	597 578
Excédent accumulé	6	355 808	472 010
	7	(723 236)	1 214 695
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	707 256	3 421 332

Extrait du rapport financier, page S18